SOUDAN

Le Darfour a voté pour le maintien de ses cinq États

Le Soudan a publié hier les résultats du référendum sur le statut administratif du Darfour dans l'ouest du Soudan, avec 97,72% des voix en faveur du maintien de sa structure actuelle à cinq Etats, un vote controversé et boycotté par l'opposition.

Du 11 au 13 avril, les électeurs de cette région, en proie à des troubles entre le régime et les rebelles, étaient appelés à se rendre aux urnes où ils devaient se prononcer sur le maintien de cinq Etats ou leur fusion en une seule et même région.

Parmi les votants, «97,72% se sont prononcés en faveur de cinq Etats», a affirmé Omar Ali Jamaa, président de la commission sur le référendum au Darfour.

Ce résultat était celui espéré par le président soudanais, Omar el-Béchir, sous le coup, depuis mars 2009, d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre au Darfour, et depuis juillet 2010, pour génocide.

Les insurgés issus de minorités ethniques, ont eux longtemps plaidé pour un Darfour uni avec davantage d'autonomie par rapport au pouvoir central de Khartoum, mais certains groupes rebelles ont boycotté le référendum, soutenant que la situation actuelle n'est pas propice à l'organisation d'une telle consultation.

Ils estimaient que le résultat du scrutin serait dénué de sens car, en raison des troubles, beaucoup de personnes — dont les déplacés — ne pourraient pas voter.

Des combats sporadiques continuent d'opposer régime et rebelles, comme en janvier dans le Jebel Marra, une zone à cheval sur trois Etats du Darfour. Plus de 100 000 personnes ont, depuis, été forcées de fuir leurs foyers, s'ajoutant au quelque 2,5 millions de déplacés au Darfour, selon l'ONU.

Photo : DR

LIBYE

Deux morts dans un attentat à la voiture piégée à Benghazi

Un militaire et un civil ont été tués et quatre personnes blessées vendredi dans un attentat à la voiture piégée à Benghazi, dans l'est de la Libye, a rapporté l'agence de presse libyenne LANA.

L'attentat a eu lieu dans la partie Est de la ville, a indiqué l'agence, citant des sources médicales. Elle n'a pas fourni davantage d'informations sur cet attentat et n'a pas mentionné de revendication. L'agence LANA est proche du Parlement libyen internationalement reconnu qui siège à Tobrouk, dans l'est du pays.

Par ailleurs, trois soldats sont morts et quatre autres ont été blessés dans l'explosion d'un hélicoptère vendredi sur la base aérienne Al-Abraq, située à 100 kilomètres de Benghazi, a rapporté l'agence.

L'hélicoptère «a explosé alors qu'il était en train de décoller de la base», a indiqué LANA, citant le chef du service de presse de la base, Ali Bousetta. Ce responsable a déclaré que l'explosion de l'appareil avait été causée par «une défaillance technique», sans fournir plus d'informations.

La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi, renversé et tué en 2011 à la suite d'une rébellion soutenue par une intervention militaire menée par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, rappelle-t-on.

TURQUIE

Six ressortissants étrangers liés à l'EI arrêtés par la police

Six ressortissants étrangers soupçonnés d'être liés au groupe terroriste Daesh et qui préparaient un attentat contre «des dignitaires de l'Etat» ont été arrêtés par la police turque dans la nuit du vendredi à samedi à Konya, dans le centre de la Turquie, ont annoncé les autorités locales. Ce coup de filet est intervenu à quelques heures de l'arrivée de la chancelière allemande, Angela Merkel, et du président du Conseil européen, Donald Tusk, dans la province turque de Gaziantep (sud-est), qui borde des territoires contrôlés par Daesh en Syrie. Selon un communiqué du gouvernorat de Konya, les suspects «voulaient s'en prendre à des dignitaires de l'Etat et à des cibles stratégiques.

«L'opération a permis de déjouer une éventuelle attaque», ajoute le texte. M. Tusk, le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans et Mme Merkel devaient visiter un camp de réfugiés et tenir une conférence de presse dans la soirée avec le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu. Ce déplacement intervient trois semaines après le renvoi en Turquie des premiers migrants de Grèce dans le cadre d'un accord controversé conclu le 18 mars entre Bruxelles et Ankara. L'accord vise à dissuader les passages clandestins en Europe, confrontée à sa pire crise migratoire depuis la Seconde Guerre mondiale.

PORTUGAL

La justice ouvre la voie à l'extradition en Italie d'une ex-agente de la CIA

La Cour constitutionnelle du Portugal a ouvert la voie à l'extradition en Italie d'une ancienne agente de la CIA condamnée par la justice italienne pour le rapt en 2003 d'un imam égyptien, a appris l'AFP samedi de source judiciaire.

Ressortissante portugaise et américaine, Sabrina de Sousa, 59 ans, a ainsi perdu son ultime recours visant à empêcher son extradition décidée en janvier par la Cour d'appel de Lisbonne et confirmée en mars par la Cour suprême de justice. La Cour constitutionnelle a jugé irrecevable l'argument avancé par l'avocat de l'ex-agente, Me Manuel de Magalhaes e Silva, qui faisait valoir qu'il n'y avait pas de garantie formelle que l'Italie accorde un nouveau procès à sa cliente. Mme de Sousa avait été condamnée par contumace en 2011 par la justice italienne à sept ans de prison pour le rapt en 2003 à Milan de l'imam égyptien Abou Omar. Dans une interview à l'hebdomadaire portugais *Expresso*, elle avait exprimé samedi dernier l'espoir d'être «blanchie de toute accusation» dans un nouveau procès, tout en précisant qu'elle préférait purger sa peine en Italie au lieu du Portugal. Son extradition peut intervenir dès le 4 mai, jour où l'affaire sera renvoyée devant la Cour d'appel de Lisbonne qui avait pris une décision en ce sens en première instance. Mme de Sousa avait été arrêtée en octobre 2015 à Lisbonne alors qu'elle s'apprêtait à prendre l'avion pour Goa, ancien comptoir portugais en Inde, où résidait sa mère, dans le cadre d'un mandat d'arrêt européen lancé par l'Italie. L'imam Abou Omar, de son vrai nom Osama Hassan Nasr, avait été enlevé à Milan le 17 février 2003 au cours d'une opération coordonnée entre les services secrets italiens et la CIA, puis transféré en Égypte où il avait été torturé, selon ses avocats.

En septembre 2012, la Cour de cassation italienne avait confirmé des peines allant de sept à neuf ans de prison pour 22 agents de la CIA et un officier des forces armées américaines.

CORÉE DU NORD

Washington met en garde Pyongyang après un présumé essai de missile

L'essai en mer du Japon samedi par la Corée du Nord de ce qui semble être un missile mer-sol balistique est une «infraction flagrante» aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, a indiqué le porte-parole du département d'Etat.

Le ministère sud-coréen de la Défense avait fait savoir plus tôt que «la Corée du Nord a lancé un projectile soupçonné d'être un missile mer-sol balistique stratégique (MSBS)» vers 09H30 GMT dans la mer du Japon, près de la ville portuaire nord-coréenne de Sinpo.

Le missile a effectué un vol de 30 kilomètres, mais le lancement «semble avoir échoué», avait ajouté un porte-parole du ministère.

«Nous surveillons de près les activités de la Corée du Nord et la situation dans la péninsule coréenne, en particulier les activités militaires nord-coréennes», a relevé John Kirby, porte-parole du département d'Etat, dans un communiqué.

«Les lancements utilisant la technologie de missiles balistiques sont en infraction flagrante avec les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU», a-t-il ajouté. «Nous appelons la Corée du Nord à s'abstenir de mener des actions qui pourraient davantage déstabiliser la région et à se concentrer au contraire sur l'accomplissement d'étapes concrètes dans le cadre de ses engagements et de ses obligations internationales», a poursuivi M. Kirby.

La Corée du Nord tente depuis longtemps de développer sa technologie de missiles mer-sol balistiques qui lui permettrait d'élever d'un cran la menace liée à son programme nucléaire, grâce à un déploiement au-delà de la péninsule coréenne.

Le régime de Pyongyang a mené de nombreux tests de missiles mer-sol qu'il a qualifiés de succès, des affirmations toutefois remises en cause par des experts suggérant que le pays n'a pas dépassé le stade de tests préliminaires à partir de plateformes immergées.

La Corée du Nord prépare pour début mai un congrès de son parti unique, qui sera le premier en 36 ans. De nombreux observateurs estiment que le dirigeant Kim Jong-un va tenter à cette occasion de mettre en valeur les «réussites» du programme nucléaire nord-coréen.

Dans ce contexte, Pyongyang pourrait vouloir mener son cinquième essai nucléaire avant l'ouverture du congrès.